101-06025/

Profil financier du Québec

Printemps 2001

Le Québec

Économie

Finances publiques

Financement et gestion de la dette

Cotes de crédit

Québec
Ministère des Finances

PROFIL FINANCIER DU QUÉBEC
est produit par le
Service des relations avec les agents financiers
Ministère des Finances
12, rue St-Louis, bureau 2.25
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : (418) 646-4285
Télécopieur : (418) 643-4700
Courriel : sraf@finances.gouv.qc.ca

Ce document est disponible sur Internet
à l'adresse www.finances.gouv.qc.ca

Remerciements à Bombardier Aéronautique pour
les photos apparaissant à la page couverture et à la page 6.

ISBN 2-550-37226-3
ISSN 1185-6637
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec, 2001
Date de publication : avril 2001

LE QUÉBEC

- Premier en superficie au Canada, le Québec est au second rang sur la base de sa population de 7,4 millions d'habitants.
- Avec un produit intérieur brut de plus de 200 milliards de dollars canadiens, le Québec se situe parmi les 20 premiers pays industrialisés de l'OCDE.
- La taille de l'économie du Québec se compare à celle de la Suisse et de la Suède.
- Le PIB per capita du Québec se compare à celui de l'Allemagne et du Japon, et surpasse celui de la France et du Royaume-Uni.
- Le PIB per capita du Québec est supérieur de près de 10 % à la moyenne de celui des pays de l'OCDE.
- L'Accord de libre-échange nord-américain donne au Québec un accès privilégié à un marché de plus de 400 millions de consommateurs.
- Dans un rayon de 1 000 kilomètres, le Québec a un accès direct à une concentration de 130 millions de consommateurs.

Une économie diversifiée

Une économie post-industrielle diversifiée

- Le secteur des services domine avec 70 % du PIB.
- Malgré la faible part occupée par le secteur primaire dans l'économie, les ressources naturelles du Québec occupent une place importante à l'échelle mondiale.

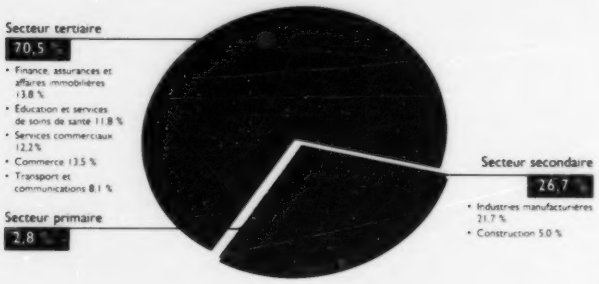
Des ressources naturelles abondantes

- Mines :
  - le Québec est parmi les dix principaux producteurs miniers au monde.
- Aluminium :
  - le Québec est le troisième producteur mondial.
- Magnésium :
  - le Québec se classe au troisième rang mondial pour la production.
- Papier journal :
  - 60 % du papier journal consommé dans le nord-est des États-Unis provient du Québec.

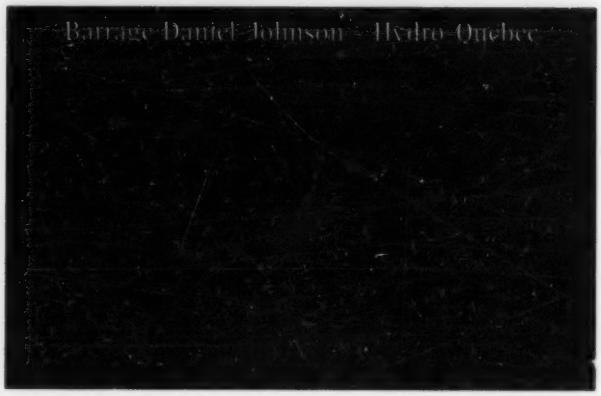
Hydroélectricité et Hydro-Québec

- Le Québec possède des nappes d'eau douce qui recouvrent 10 % de son territoire de 1,7 million de km^2, ce qui constitue un des plus importants réservoirs au monde.
- Les barrages hydroélectriques d'Hydro-Québec, une société d'État possédée à 100 % par le gouvernement du Québec :
  - permettent au Québec de produire de l'électricité de façon propre et entièrement renouvelable;
  - à un coût de production parmi les plus bas en Amérique du Nord.
- Avec plus de 31 500 mégawatts de puissance, Hydro-Québec dessert 3,5 millions d'abonnés au Québec, et vend de l'électricité aux États-Unis, en Ontario et au Nouveau-Brunswick.
  - Hydro-Québec est le plus grand exportateur d'électricité vers les États-Unis.
- Le potentiel non encore exploité d'hydroélectricité du Québec demeure considérable.

Répartition du PIB réel par grand secteur - 2000



Source : Institut de la statistique du Québec.



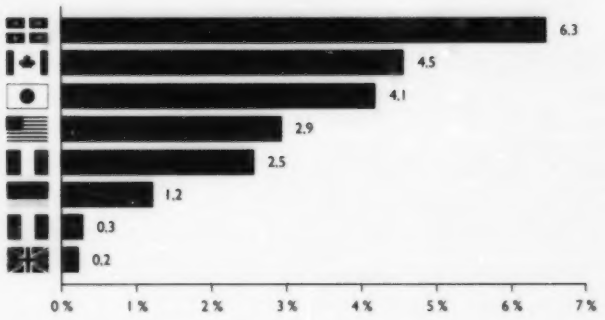
Une économie de savoir élevé

- Le Québec devance tous les pays du G-7 quant à la croissance des dépenses en R-D des entreprises.
- Le nombre d'entreprises qui réalisent des activités de R-D a plus que doublé depuis 1990.
- La part des dépenses en R-D dans le PIB atteint 2,1 % comparativement à 1,7 % au Canada.
- La part des industries de savoir élevé a augmenté de 18 % du PIB en 1983 à 24 % en 2000.

Montréal : carrefour de la nouvelle économie

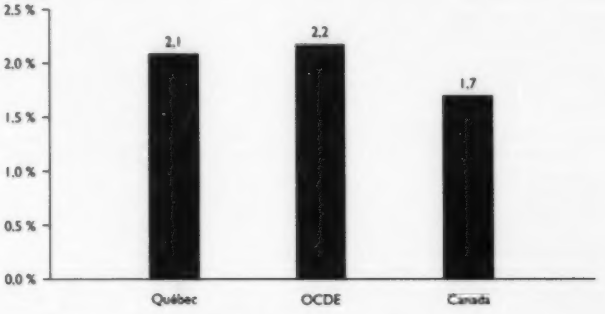
- Reconnue comme plaque tournante des nouvelles technologies, Montréal occupe une place de choix à l'avant-garde du développement technologique.
  - Une étude de PricewaterhouseCoopers (octobre 2000), classe Montréal au quatrième rang en Amérique du Nord pour le nombre d'emplois per capita dans les secteurs de la haute technologie.
  - La revue américaine Wired (juillet 2000) classe Montréal au cinquième rang mondial des plaques tournantes des nouvelles technologies, à égalité avec New York et Seattle, et devant Los Angeles, Paris et Tokyo.
- Montréal offre :
  - Une forte concentration de chercheurs dans les domaines des biotechnologies, de la pharmacologie, des technologies de l'information et du multimédia.
  - Une masse critique d'entreprises dans les secteurs de la haute technologie.
  - Des ressources scientifiques de premier plan avec quatre universités et plus de 300 centres de recherche.
  - Un financement plus accessible aux entreprises de la nouvelle économie grâce à l'arrivée de Nasdaq Canada.

Dépenses réelles en R-D des entreprises
(taux de croissance moyen 1986-1998)



Sources : OCDE et Statistique Canada pour le Québec et le Canada.

Dépenses en R-D - 1998
(en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE, Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Importance accrue des industries de savoir élevé
(en pourcentage du PIB réel du secteur privé)

Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

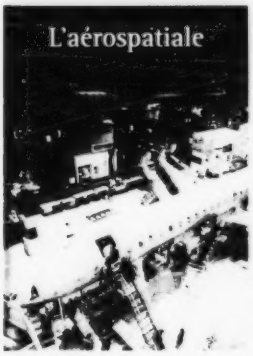
Orientée vers la haute technologie

Des entreprises à l'avant-garde de l'économie mondiale

- Plusieurs leaders mondiaux des secteurs de la haute technologie ont choisi le Québec.

L'aérospatiale

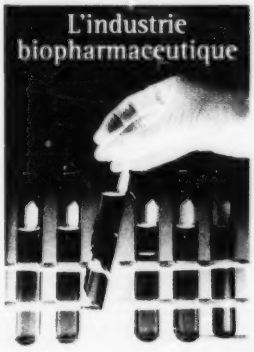
- Le Québec se classe au sixième rang mondial devant l'Italie et l'Espagne :
  - Montréal est la troisième métropole au monde en aérospatiale, après Seattle et Toulouse.
- Plus de 250 compagnies; 40 000 emplois.
- Plus de 8 milliards de dollars de ventes en 1999 :
  - depuis cinq ans, les ventes du secteur ont augmenté de plus de 50 % et l'emploi de 21 %.
- Plus de 75 % de la production est exportée.
- Des activités de R-D de plus de 500 millions de dollars annuellement.



- Bombardier Aéronautique
- Pratt & Whitney Canada
- CAE Électronique
- Air Canada
- Bell Helicopter Textron
- Rolls-Royce Canada
- EMS Technologies Canada
- Systèmes BAE Canada
- Honeywell Aérospatiale
- Lockheed Martin

L'industrie biopharmaceutique

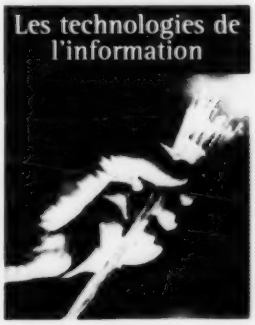
- 163 entreprises; 12 800 emplois, dont 5 000 emplois en R-D dans le secteur de la santé :
  - croissance des dépenses de R-D de 250 % entre 1989 et 1999.
- 45 % des immobilisations du secteur biopharmaceutique au Canada.



- BioChem Pharma
- Merck Frosst
- AstraZeneca
- Wyeth-Ayerst
- Aventis
- Bristol-Myers Squibb
- Pfizer
- Roche Diagnostics
- Laboratoires Abbott
- Novartis Pharma

Les technologies de l'information

- 4 000 entreprises, dont une centaine de multinationales; 102 000 emplois.
- Des investissements en R-D de l'ordre de 800 millions de dollars.
- Des percées remarquables par des logiciels conçus au Québec, par exemple, pour les effets spéciaux dans les productions cinématographiques.
- Exportations de 9 milliards de dollars en 1999.



- CGI
- IBM
- Bell Canada
- Ericsson
- Microcell
- SR Telecom
- DMR
- Cognicase
- Téléglobe Canada

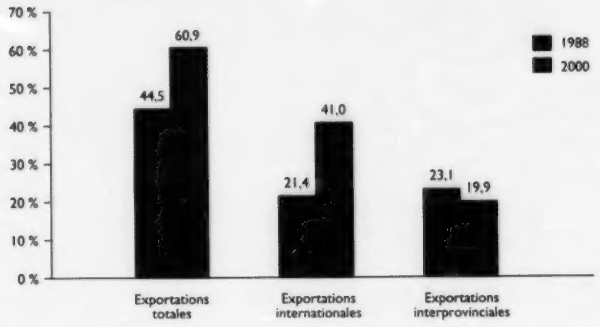
Une économie ouverte et très intégrée au marché nord-américain

- Avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Québec a accès à un vaste marché :
  - en 1988, avant l'entrée en vigueur de l'ALENA, les exportations du Québec représentaient près de 45 % du PIB;
  - aujourd'hui, elles comptent pour 61 % du PIB.
- Depuis 1988, les exportations internationales de marchandises ont plus que triplé :
  - environ 86 % sont destinées aux États-Unis.
- Le Québec est maintenant :
  - le septième exportateur sur le marché américain devant Taïwan, la Corée du Sud et la France;
  - le cinquième marché d'exportation des États-Unis devant l'Allemagne, la Corée du Sud et Taïwan.

Des exportations à haute valeur ajoutée

- Les exportations internationales du Québec reflètent sa structure industrielle diversifiée où les produits à haute valeur ajoutée occupent une place de plus en plus grande.
- Plus du tiers des exportations de marchandises est constitué de biens d'investissement :
  - la part des biens d'investissement a presque triplé : de 15 % en 1978 à 42 % en 2000.
- La croissance des exportations internationales de marchandises provient principalement de biens d'investissement :
  - matériel de télécommunication : 892 %;
  - avions et pièces : 485 %;
  - matériel de transport : 383 %.

Exportations du Québec
(en pourcentage du PIB)



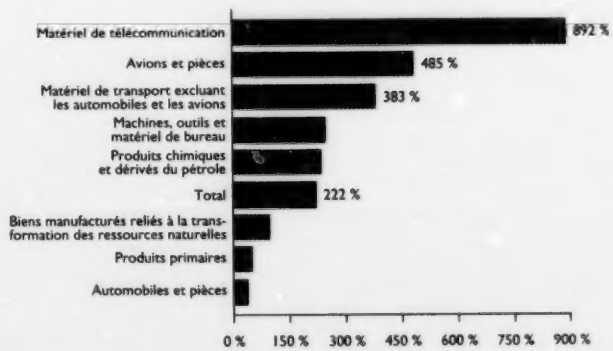
Sources : *Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.*

Classement des partenaires économiques des États-Unis - 2000

1	Canada	1	Canada
2	Japon	2	Mexique
3	Mexique	3	Japon
4	Chine	4	Royaume-Uni
5	Allemagne	5	Québec
6	Royaume-Uni	6	Allemagne
7	Québec	7	Corée du Sud
8	Taïwan	8	Taïwan

Sources : *US Census Bureau, Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.*

Croissance cumulative des exportations de marchandises - 1988-2000



Source : *Institut de la statistique du Québec.*

Une économie

Coûts d'implantation et d'exploitation parmi les plus faibles au monde

- Selon une étude de KPMG (1999) :
  - Le Québec présente des coûts d'implantation et d'exploitation pour les entreprises parmi les plus faibles au monde.
  - C'est à Montréal que ces coûts sont les plus bas comparativement aux autres grandes villes d'Amérique du Nord.

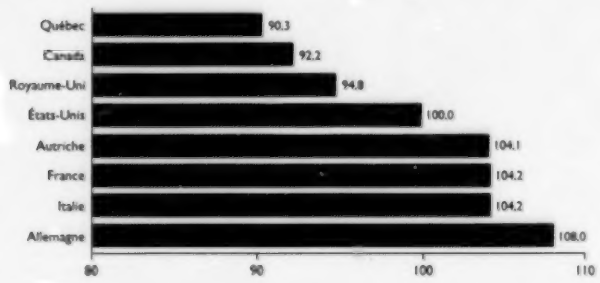
Main-d'oeuvre concurrentielle et qualifiée

- La position concurrentielle des coûts de la main-d'oeuvre avantage le Québec face aux États-Unis :
  - Les coûts unitaires de la main-d'oeuvre sont 38 % moins élevés au Québec qu'aux États-Unis.
- La main-d'oeuvre est hautement qualifiée :
  - Plus de 80 % de la main-d'oeuvre possède un diplôme d'études secondaires et plus de 20 % un diplôme universitaire.
  - On décerne plus de diplômes universitaires par habitant au Québec qu'aux États-Unis, en France ou au Japon.
  - La moitié de la population montréalaise est bilingue.

Coût et qualité de la vie

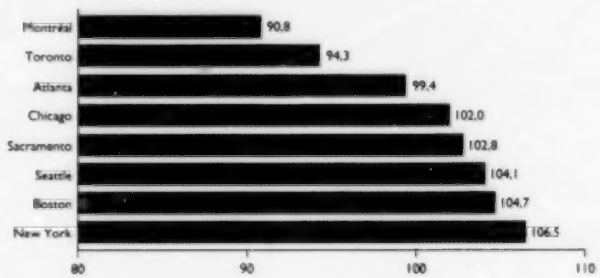
- Selon une étude de Mercer (juin 2000) portant sur 146 centres d'affaires à l'échelle mondiale, Montréal se classe parmi les villes où le coût de la vie est le moins élevé.
- Une autre étude, évaluant la qualité de la vie de 200 villes, a identifié Montréal au quatrième rang des villes où la qualité de la vie est la plus élevée au monde. Montréal partage ce rang avec, entre autres, Bruxelles, Brisbane, Paris et Stockholm (Mercer, janvier 2000).

Indice des coûts d'implantation et d'exploitation des entreprises *(États-Unis = 100)*[1]



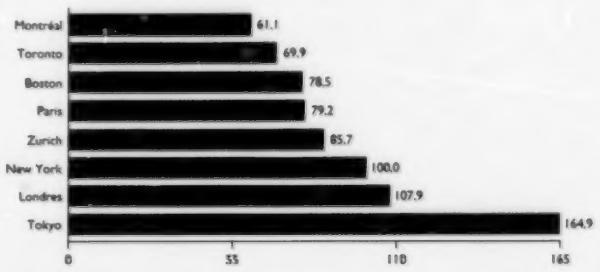
(1) Plus l'indice est faible, plus les coûts d'implantation et d'exploitation d'une entreprise dans le pays concerné sont faibles.
Source : *KPMG (1999).*

Indice de compétitivité de grandes villes d'Amérique du Nord *(États-Unis = 100)*[1]



(1) Plus l'indice est faible, plus les coûts d'implantation et d'exploitation d'une entreprise dans la ville concernée sont faibles.
Source : *KPMG (1999).*

Indice du coût de la vie de certaines villes *(New York = 100)*[1]

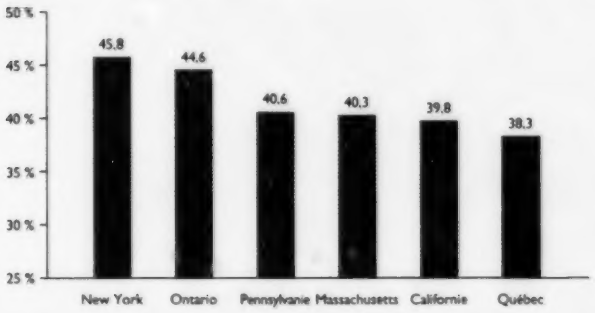


(1) Plus l'indice est élevé, plus le coût de la vie est élevé.
Source : *Mercer (juin 2000).*

Un régime fiscal favorable à la croissance économique

- Les entreprises du Québec bénéficient d'un régime fiscal compétitif comparativement à l'Ontario et aux États américains environnants.
  - Selon une étude de KPMG (1999), le Québec se démarque nettement à cet égard.
- Les taux d'imposition des profits des entreprises au Québec sont parmi les plus bas en Amérique du Nord.
- La quasi-totalité des entreprises peut bénéficier du remboursement de la taxe de vente du Québec sur tous leurs achats.

Taux d'imposition combinés[1] sur le revenu des sociétés – au 1er juillet 1998

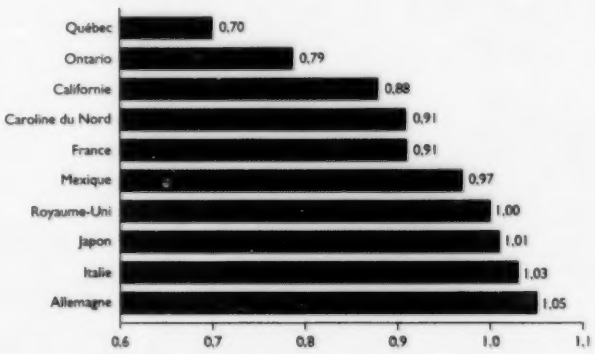


(1) Taux d'imposition maximums applicables sur le revenu actif des sociétés par l'ensemble des divers paliers de gouvernement.
Source : KPMG (1999).

Un traitement fiscal qui favorise l'innovation

- Le régime fiscal du Québec se révèle clairement favorable aux entreprises rentables qui investissent dans l'accroissement de leur capacité productive et l'amélioration de leur technologie.
  - D'après une étude du Conference Board du Canada (1999), le Québec offre le traitement fiscal le plus avantageux quant aux dépenses en R-D pour une grande entreprise.

Indice de compétitivité du traitement fiscal d'une dépense en R-D – 1998[1]



(1) Revenu nécessaire pour couvrir une dépense de 1 $ en R-D pour une grande entreprise.
Source : Conference Board du Canada (1999).

Une économie

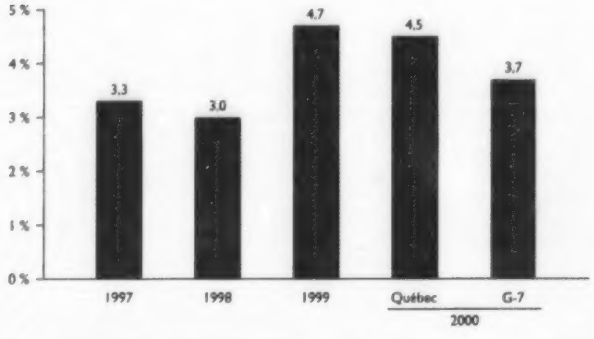
Indicateurs économiques
(en pourcentage)

	1996	1997	1998	1999	2000
Québec					
Croissance du PIB réel	1,4	3,3	3,0	4,7	4,5
Demande intérieure ($1992)	2,8	3,5	3,0	3,8	4,7
Consommation	4,8	5,9	4,2	4,5	5,4
Mises en chantier (unités)	23 220	25 896	23 138	25 742	24 695
Investissements non résidentiels des entreprises ($1992)	5,7	14,3	9,0	12,8	15,7
Exportations internationales de marchandises ($1992)	4,3	8,8	9,4	10,1	14,0
Taux de chômage	11,9	11,4	10,3	9,3	8,4
Croissance de l'emploi	-0,1	1,6	2,7	2,3	2,4
Indice des prix à la consommation (IPC)	1,6	1,5	1,4	1,5	2,4
- IPC (excluant aliments et énergie)	1,3	1,3	1,7	1,2	1,2
Canada					
Taux d'intérêt					
- Bons du trésor du gouvernement du Canada (3 mois)	4,2	3,3	4,7	4,7	5,5
- Obligations du gouvernement du Canada (10 ans)	7,2	6,1	5,3	5,6	5,9
Taux de change (¢US)	73,34	72,23	67,43	67,30	67,33

Une croissance vigoureuse et créatrice d'emplois

- En 2000, le Québec a connu une quatrième année de croissance économique vigoureuse.
- La croissance économique s'est établie à 4,5 % :
  - supérieure à celle du G-7.
- L'économie du Québec a pu compter sur une croissance soutenue de la demande intérieure (4,7 %) et sur une forte demande internationale :
  - hausse de 14,0 % du volume des exportations internationales de marchandises.
- Grâce à cette performance, le marché du travail a été dynamique :
  - plus de 80 000 nouveaux emplois créés en 2000;
  - une forte croissance pour une troisième année de suite, performance inégalée depuis 1987;
  - le taux de chômage moyen a diminué à 8,4 % en 2000 :
    - le plus bas niveau depuis 1975.

Produit intérieur brut réel – Québec et G-7
(variation en pourcentage, dollars constants de 1992)



Sources : Institut de la statistique du Québec, ministère des Finances du Québec et OCDE.

Sources : Banque du Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Un environnement qui demeure propice à la croissance

- Base économique diversifiée.
- Gestion rigoureuse des finances publiques.
- Diminution du fardeau fiscal.
- Mesures fiscales favorisant l'investissement.
- Inflation relativement faible.
- Taux d'intérêt bas.
- Taux de change favorable et compétitivité accrue.

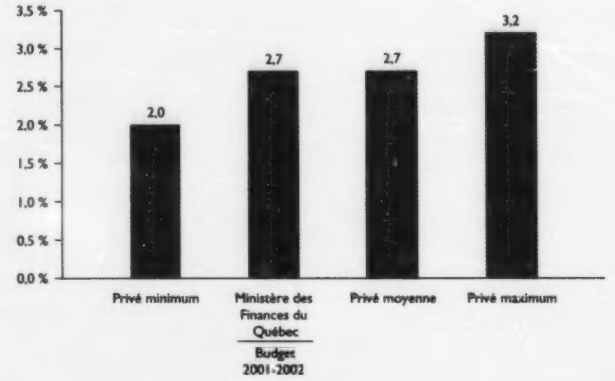
Taux d'intérêt de long terme – Canada
(en pourcentage)

Source : Banque du Canada.

Prévisions économiques pour 2001

- La prévision de croissance économique qui a servi à la préparation du Budget 2001-2002 est de 2,7 % en 2001 :
  - équivalent à ce que prévoit en moyenne le secteur privé.
- Les conditions du marché du travail devraient continuer de s'améliorer :
  - diminution du taux de chômage à 8,0 %.
- L'inflation demeurera faible :
  - croissance de l'indice des prix à la consommation de 1,4 %.
- Les taux d'intérêt demeureront faibles :
  - 5,0 % pour les taux courts;
  - 5,3 % pour les taux longs.

Croissance économique au Québec en 2001
Comparaison avec le secteur privé
(en pourcentage)



Surplus budgétaires

Surplus budgétaires depuis trois ans

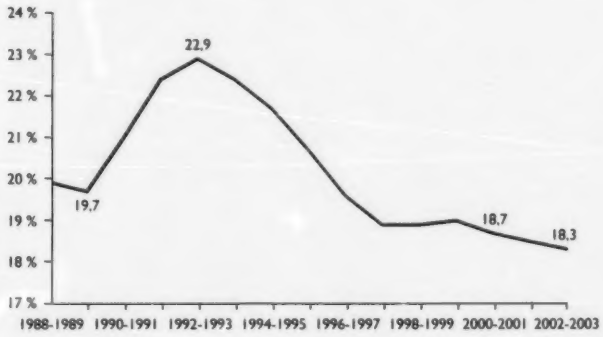
- Le déficit est éliminé depuis 1998-1999.
- Le succès du plan d'élimination du déficit a reposé sur une gestion rigoureuse des dépenses de programmes :
  - le ratio des dépenses de programmes dans le PIB a considérablement diminué, passant de :
    - 22,9 % en 1992-1993 à 18,7 % en 2000-2001.
  - il va continuer à diminuer pour se situer à 18,3 % en 2002-2003 :
    - le plus bas niveau depuis au moins 30 ans.
- Tel qu'exigé par la *Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire*, aucun déficit budgétaire pour les années à venir.

Déficit budgétaire
(en milliards de dollars)

Des revenus supplémentaires importants

- La vigueur de l'économie en 2000 a entraîné des revenus plus importants que prévus.
- Ces excédents ont été utilisés pour :
  - réduire davantage l'impôt sur le revenu des particuliers;
  - réduire la dette de façon substantielle;
  - consacrer des ressources additionnelles en santé et en éducation et pour favoriser le développement économique;
  - mettre en réserve une somme de 950 millions de dollars, qui servira notamment à la modernisation des réseaux de la santé et de l'éducation, pour la solidarité sociale et la recherche.

Dépenses de programmes[1]
(en pourcentage du PIB)



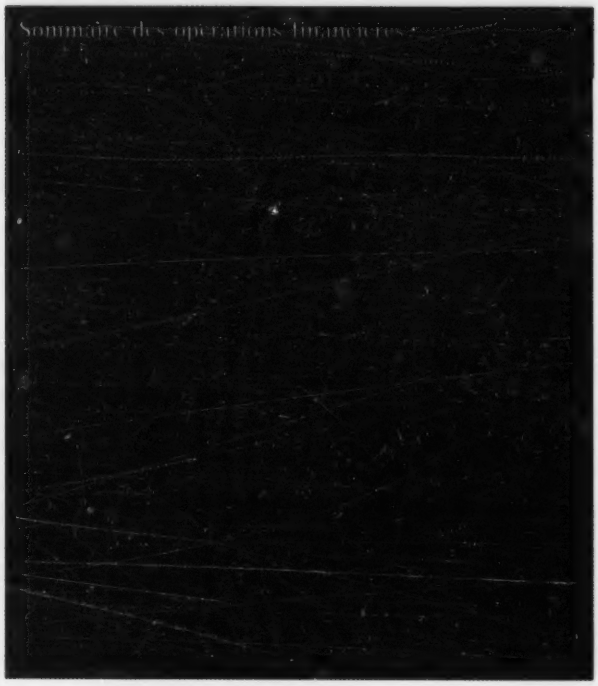
(1) Excluant en 1998-1999 des dépenses extraordinaires de 1 377 millions de dollars.

Réduction de la dette

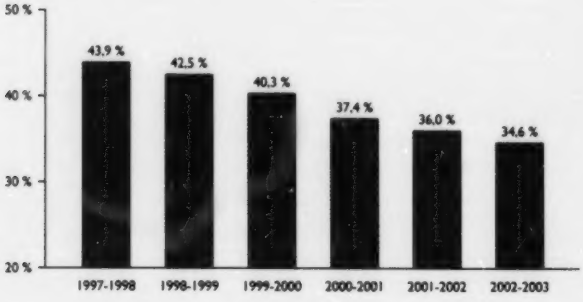
- En 2000-2001, le gouvernement du Québec a franchi une nouvelle étape dans le redressement des finances publiques :
  - surplus budgétaire de un demi-milliard de dollars :
    - alloué à la réduction de la dette.

Baisse du taux d'endettement

- Le poids relatif de la dette dans l'économie est allégé :
  - le ratio de la dette représentant les déficits cumulés en pourcentage du PIB diminue considérablement de :
    - 43,9 % en 1997-1998; à
    - 34,6 % en 2002-2003.



Dette représentant les déficits cumulés[1]
(en pourcentage du PIB)

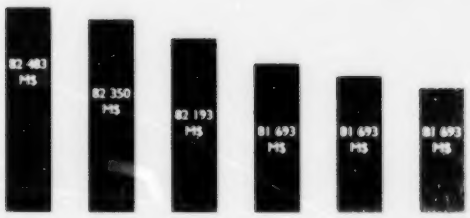


(1) Incluant les redressements présentés aux comptes publics.

Diminution de la dette

Sommaire des opérations financières
(en millions de dollars)

	2000-01	2001-02	2002-03
Revenus budgétaires			
Revenus autonomes	42 729	41 652	42 817
Transferts fédéraux	8 174	9 484	9 557
	50 903	**51 136**	**52 374**
Dépenses budgétaires			
Dépenses d'opérations	-41 789	-43 226	-44 582
Service de la dette	-7 664	-7 910	-7 792
	-49 453	**-51 136**	**-52 374**
Réserve pour la santé, l'éducation, la solidarité sociale et la recherche	**-950**	—	—
Surplus budgétaire après réserve	**500**	**0**	**0**
Opérations non budgétaires	-932	-770	-241
Besoins financiers nets	**-432**	**-770**	**-241**



Un régime concurrentiel,

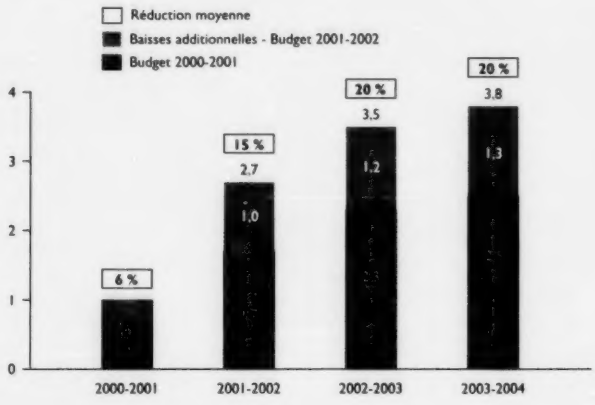
Diminution importante du fardeau fiscal des particuliers

- Le Discours sur le budget 2001-2002 annonce une diminution additionnelle de 3,5 milliards de dollars de l'impôt sur le revenu des particuliers.
  - Les réductions d'impôt des deux derniers budgets totalisent 11 milliards de dollars sur quatre ans.
- En 2002, le fardeau fiscal des contribuables aura diminué en moyenne de 20 %.
- Afin de protéger le pouvoir d'achat des contribuables, la pleine indexation des tables d'impôt est devancée au 1er janvier 2002.
- Le régime fiscal des particuliers est ainsi allégé, plus compétitif et plus favorable à l'emploi.

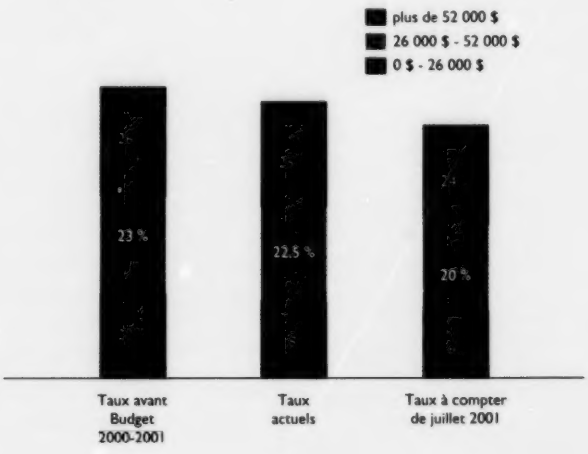
Mesures du Budget 2001-2002 pour appuyer l'investissement privé

- Le programme FAIRE :
  - offre une aide adaptée aux investisseurs : financement, partage des coûts et garanties de prêts;
  - objectif initial : création de 28 000 emplois avant 2003; réalisation : 41 000 emplois créés ou soutenus à ce jour;
  - étant donné le succès remporté, l'enveloppe budgétaire quinquennale est augmentée de 950 à 1 200 millions de dollars.
- Soutien à l'économie du savoir :
  - le gouvernement réitère son appui à la haute technologie :
    - aide accrue au développement du secteur de l'optique;
    - création d'une Cité de la biotechnologie et de la santé humaine.
- Favoriser le dynamisme de toutes les régions du Québec par des exemptions fiscales, par exemple :
  - pour dix ans, impôt zéro sur les profits, le capital et la masse salariale pour les entreprises manufacturières de 100 employés et moins dans les régions ciblées;
  - crédit d'impôt de 40 % sur la masse salariale pour les activités de fabrication et de transformation dans les régions ressources.

Réduction de l'impôt des particuliers
(en milliards de dollars)



Taux d'imposition des particuliers par tranche de revenu imposable



Outils concrets pour favoriser le développement

❖ Plusieurs organismes associés au gouvernement s'avèrent d'excellents outils pour favoriser la création d'emplois et l'accroissement de l'investissement.

Investissement Québec

www.invest-quebec.com

❖ Organisme ayant pour principal mandat d'accroître les investissements et l'emploi au Québec.

❖ Guichet unique pour les entreprises québécoises et étrangères :

- dispose d'outils financiers et fiscaux performants pour soutenir l'investissement privé.

❖ Crédits d'impôt remboursables de 40 % des salaires des employés admissibles, notamment pour :

- la Cité du multimédia;
- les Centres de développement des technologies de l'information; et
- les Carrefours de la nouvelle économie.

❖ Aide financière pour les projets axés sur l'innovation et l'exportation. En 1999-2000, réalisation de 770 projets qui se traduiront à terme par des investissements de 3,9 milliards de dollars et la création de 25 000 emplois.

MIRABEL

www.zonemirabel.com

❖ Assistance technique et financière à l'implantation de projets dans les domaines de l'aérospatiale, la logistique internationale et la fabrication légère.

❖ Offre des terrains adjacents à l'aéroport de Mirabel, à des prix très concurrentiels.

❖ Aide fiscale pour la construction de bâtiments, la location ou l'achat d'équipements.

❖ Crédits d'impôt remboursables de 40 % des salaires des employés admissibles, congé fiscal de dix ans de l'impôt sur le revenu, des taxes sur le salaire et sur le capital.

SGF

www.sgfqc.com

❖ La Société générale de financement du Québec (SGF) a pour mission de réaliser des projets de développement économique en collaboration avec des partenaires et à des conditions normales de rentabilité.

❖ Objectif de la SGF : générer 10 milliards de dollars d'investissements en cinq ans.

❖ En 1999, participation à 52 projets :

- investissements totaux de 1,5 milliard de dollars;
- création de 10 900 emplois.

❖ Rendement annuel de 15 % sur cinq ans.

❖ Une quarantaine de partenaires internationaux oeuvrant au Québec.

Centre Financier International
Montréal

www.cfimontreal.com

❖ Le Centre Financier International (CFI) a pour mandat de faciliter l'implantation, le développement et le maintien à Montréal, d'entreprises spécialisées dans le domaine des transactions financières internationales.

❖ Le programme des CFI offre des avantages fiscaux :

- aux corporations :
  - exemption de l'impôt du Québec sur le profit provenant des transactions internationales admissibles;
  - exemption de la taxe du Québec sur le capital;
  - exemption de la taxe sur la masse salariale.
- aux employés :
  - résidents canadiens : exemption de la moitié de l'impôt sur le revenu du Québec;
  - non-résidents : exemption complète de l'impôt sur le revenu du Québec pendant cinq ans.

❖ 87 institutions ont le statut de CFI à Montréal.

Programmes de financement

Gouvernement et Fonds de financement
Programme de financement
(en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002
Fonds consolidé du revenu		
Programme de base		
– Besoins financiers nets[1]	—	—
– Remboursements d'emprunts	4 595	4 741
– Variation de l'encaisse	-506	-1 477
	4 089	3 264
Programme optionnel		
– Fonds d'amortissement des régimes de retraite	2 014	2 112
– Financement réalisé par anticipation	1 477	—
	3 491	2 112
	7 580	**5 376**
Fonds de financement[2]	**1 001**	**1 400**
Total	**8 581**	**6 776**

Financement-Québec
(en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002
Programme de financement	1 690[1]	1 400

Programmes de financement

Gouvernement et Fonds de financement

- En 2001-2002, le programme de financement est estimé à 6,8 milliards de dollars :
  - 5,4 milliards de dollars pour le Fonds consolidé du revenu :
    - programme de base de 3,3 milliards de dollars;
    - programme optionnel de 2,1 milliards de dollars.
  - les besoins du Fonds de financement s'élèvent à 1,4 milliard de dollars.
- Le programme de base du Fonds consolidé du revenu vise à :
  - satisfaire les remboursements d'emprunts venant à échéance;
  - maintenir l'encaisse au niveau désiré.
- En fonction des opportunités qui se présentent sur les marchés financiers, le programme optionnel permet de réduire les coûts du service de la dette en :
  - contribuant à un Fonds d'amortissement qui pourra servir éventuellement à payer les prestations de retraite des employés du secteur public;
  - réalisant par anticipation des financements avantageux.
- Le Fonds de financement génère des économies en regroupant les emprunts de certains organismes consolidés et sociétés d'État.

Financement-Québec

- Cette nouvelle société d'État créée en 1999 emprunte sur les marchés publics et privés :
  - en son propre nom;
  - avec la garantie du gouvernement;
  - pour prêter aux établissements des réseaux de la santé et de l'éducation (autrefois desservis par le Fonds de financement).
- Les besoins d'emprunts de Financement-Québec sont estimés à 1,4 milliard de dollars en 2001-2002.

(1) Excluant les besoins financiers nets des organismes consolidés.
(2) Le Fonds de financement effectue des prêts à certains organismes consolidés et sociétés d'État.

(1) Incluant 243 millions de dollars d'emprunts réalisés par anticipation.

Un financement axé sur la diversification

Les marchés

- Le financement de la dette est effectué sur différents marchés :
  - Canada;
  - États-Unis;
  - Europe;
  - Asie;
  - Australie.

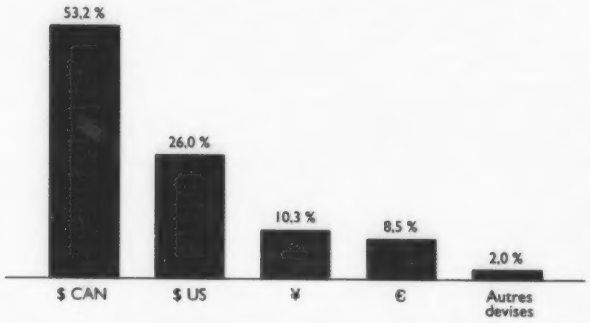
Les instruments

- De long terme :
  - obligations négociables;
  - billets à moyen terme;
  - emprunts privés;
  - produits d'épargne vendus au détail.
- De court terme :
  - bons du trésor;
  - billets de trésorerie.
- Marges de crédit :
  - syndicataires (montant disponible de 3 500 millions de dollars US);
  - bancaires (montant disponible de 1 165 millions de dollars).

Les échéances

- Répartition des échéances dans le temps :
  - afin d'éviter les refinancements massifs.

Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] par devise au 31 mars 2001 (avant prise en compte des contrats d'échange et contrats à terme sur devises)

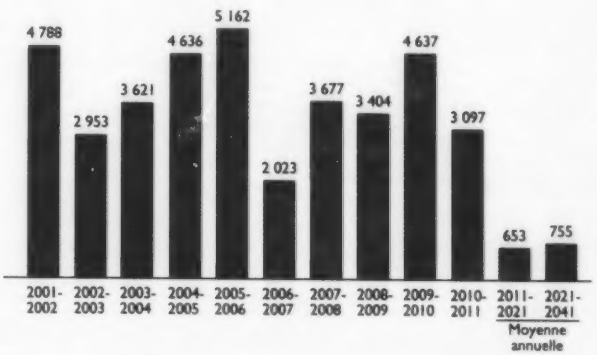


(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement.

Dette directe[1] par type d'instrument au 31 mars 2001
(en pourcentage)

(1) Dette du Fonds consolidé du revenu empruntée sur les marchés financiers.

Échéancier de la dette directe[1] à long terme au 31 mars 2001
(en millions de dollars)



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu empruntée sur les marchés financiers.

Liquidité

Stratégie : liquidité

- La liquidité des titres du Québec est une préoccupation de premier ordre.
- Afin de s'assurer d'une bonne liquidité, la stratégie développée est la suivante :
  - relations de long terme avec les partenaires financiers du Québec;
  - satisfaction des besoins des investisseurs;
  - présence régulière sur tous les principaux marchés :
    - avec des émissions de grande taille; et
    - des réouvertures d'émissions déjà existantes.
  - promotion des titres du Québec :
    - documents de promotion;
    - visites auprès des investisseurs;
    - implication des banques et firmes de courtage.
- Sur le marché domestique, l'importance des titres du Québec favorise la liquidité :
  - le Québec : troisième plus important émetteur au Canada.

Relation de long terme avec les marchés étrangers

- Le recours aux marchés étrangers est nécessaire afin de satisfaire les besoins d'emprunts du gouvernement.
- Le Québec est présent depuis longtemps sur les principaux marchés :
  - premier emprunt à l'étranger : États-Unis, 1879;
  - premier emprunt en Europe en 1968;
  - second gouvernement étranger après l'Australie à emprunter sur le marché japonais en 1972;
  - premier emprunt en Euros dès 1999;
  - en 2001, premier gouvernement canadien à emprunter sur le marché australien.

(1) Destiné au marché de détail.

Minimisation des coûts

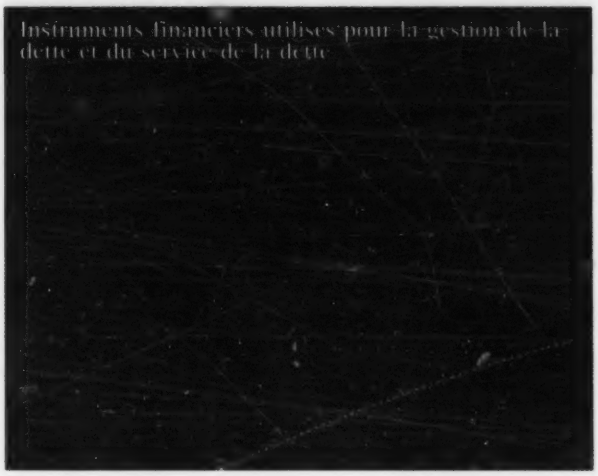
- Les décisions de financement sont prises indépendamment de celles reliées à la gestion de la dette :
  - Les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible.
  - L'utilisation des contrats à terme et contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises permet d'atteindre les proportions de la dette jugées optimales :
    - par devise;
    - à taux fixes et à taux variables.

Gestion rigoureuse du service de la dette

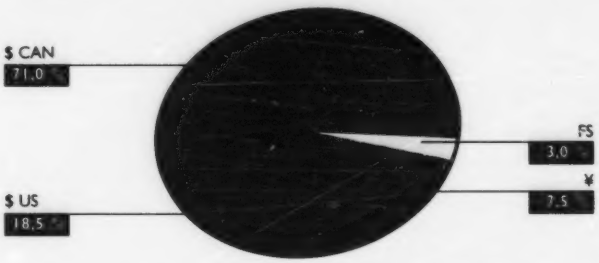
- Suivi continu des dépenses du service de la dette.
- Utilisation d'instruments financiers permettant de minimiser les fluctuations du service de la dette :
  - opérations portant sur les changes et la dette à taux flottant.

Politique de crédit à l'égard des contrepartistes

- Le gouvernement du Québec s'est doté d'une politique de crédit à l'égard des contrepartistes comprenant :
  - l'établissement de limites de crédit explicites pour chaque contrepartiste;
  - l'évaluation continue de la valeur au marché des transactions;
  - si la limite de crédit est atteinte, un mécanisme d'ajustement est déclenché afin de respecter les limites établies.



Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] par devise au 31 mars 2001 (après prise en compte des contrats d'échange et contrats à terme sur devises)



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement.

Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] au 31 mars 2001 à taux fixes et à taux variables

(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement.

Liquidité

Quelques émissions sur les marchés étrangers

Marché	Coupon %	Échéance	Montant émis (en millions d'unités de la devise locale)
$ US Mondial	5,75	2009	1 000
	6,125	2011	1 000
	7,5	2029	1 500
Euro	5,125	2007	150
	5,125	2009	639
Franc suisse	3,5	2008	500
Yen	3,0	2009	100 000
$ Australien	5,75	2006	280
	Variable	2006	120

Réouvertures d'émissions au Canada

Coupon %	Échéance	Date d'émission initiale	Nombre de réouvertures depuis l'émission initiale	Encours au 31 mars 2001 (en millions de dollars)
7,5	2003	1993/09	10	2 266
6,5	2005	2000/02	4	1 435
7,75	2006	1996/02	11	1 971
6,5	2007	1997/02	18	2 942
5,5	2009	1999/01	17	2 378
6,25	2010	2000/08	4	1 160
9,375	2023	1993/03	9	2 202
8,5	2026	1996/07	11	2 176
6,0	2029	1998/05	12	2 484
6,25	2032	2000/06	2	1 200

Premières émissions du Québec sur les marchés étrangers

Yankee ($ US)	1879
Mark allemand	1968
Franc français	1972
Samourai (Japon)	1972
Franc suisse	1972
Livre sterling	1982
Matador (Espagne)	1997
Couronne suédoise	1998
Euro	1999
Kangourou (Australie)	2001

Gestion de la dette

Instruments financiers utilisés pour la gestion de la dette et du service de la dette

Contrats à terme boursiers sur taux d'intérêt

Canada
- 3 mois (BAX)
- 10 ans (CGB)

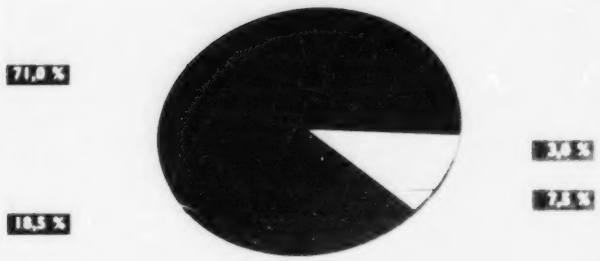
États-Unis
- 3 mois LIBOR
- Options sur 3 mois LIBOR
- 2, 5, 10 et 30 ans

Produits hors bourse

Contrats d'échange
- Taux d'intérêt
- Taux d'intérêt et devises

Contrats à terme
- Acceptations bancaires au Canada
- Devises

Options
- Acceptations bancaires au Canada
- Contrats d'échange de taux d'intérêt
- Devises



Les cotes de crédit

Agence	Cote	Perspective
Standard & Poor's	A+	stable
Moody's	A2	positive
Dominion Bond Rating Service	A	stable
Japan Credit Rating Agency	AA	—

Une qualité de crédit élevée

- Les agences de crédit identifient plusieurs éléments positifs associés à la cote de crédit du gouvernement du Québec.

- Standard & Poor's reconnaît la gestion rigoureuse des finances publiques réalisée par le Québec :

  – « Les cotes reflètent [...] la détermination du gouvernement à maintenir l'équilibre budgétaire à moyen terme, en accord avec la loi anti-déficit ».

  rapport de Standard & Poor's, 17 mars 2000

- Moody's souligne la force et la diversification de l'économie du Québec :

  – « Le Québec bénéficie d'un important secteur manufacturier diversifié, qui est supporté par une gamme importante de ressources naturelles ainsi que par le développement des industries de la haute technologie. »

  rapport de Moody's, juillet 2000

- L'augmentation de la cote de crédit du Québec par Dominion Bond Rating Service (DBRS) en juin 2000 reflète, entre autres :

  – « l'engagement du gouvernement à atteindre ses objectifs budgétaires »; et

  – « la réduction significative du ratio de la dette en pourcentage du PIB au cours des trois dernières années, de même que l'amélioration supplémentaire anticipée en 2000-2001 ».

  rapport de DBRS, 19 juin 2000

(1) Cote augmentée de A (low) à A le 19 juin 2000.